ASSEMBLÉE NATIONALE

2 juillet 2016

TRAVAIL - (N° 3909)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

AMENDEMENT

N ° 804

présenté par

Mme Bruneau, Mme Troallic, M. Premat, Mme Florence Delaunay, M. Hammadi, M. Gille,
M. Galut, M. Chauveau, M. Bardy, Mme Crozon, Mme Chapdelaine, Mme Corre,
M. William Dumas, M. Germain, Mme Marcel, M. Cherki, M. Allossery, M. Aylagas, M. Liebgott,
Mme Fabre, M. Léonard, M. Aboubacar, M. Cotel et M. Vlody

ARTICLE PREMIER

Compléter cet article par les trois alinéas suivants :

« Les travaux de cette commission sont publics et accessibles.

« Un rapport annuel intermédiaire d'activité est transmis aux parlementaires des deux assemblées et aux partenaires sociaux.

« Chacun des membres de cette commission est tenu de transmettre dès sa nomination une déclaration d'activités et d'intérêts à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 1^{er} confie à une commission d'experts et de praticiens la responsabilité de refonder le code du travail. Son mode de désignation n'est pas précisé.

Le présent amendement, afin que les travaux de cette commission soient transparents, propose de publiciser ses travaux. Il vise également, afin d'associer le Parlement et les partenaires sociaux en amont des discussions de remettre un rapport d'activité aux parlementaires des deux assemblées.

Enfin, afin de prévenir les conflits d'intérêts, le présent amendement propose que les membres de la Commission soient soumis aux mêmes exigences de transparence que les personnes ciblées à l'article 1^{er} de la loi de 2013 relative à la transparence de la vie publique.

Cela afin d'exercer leur fonction avec dignité, probité et intégrité et de veiller à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts.